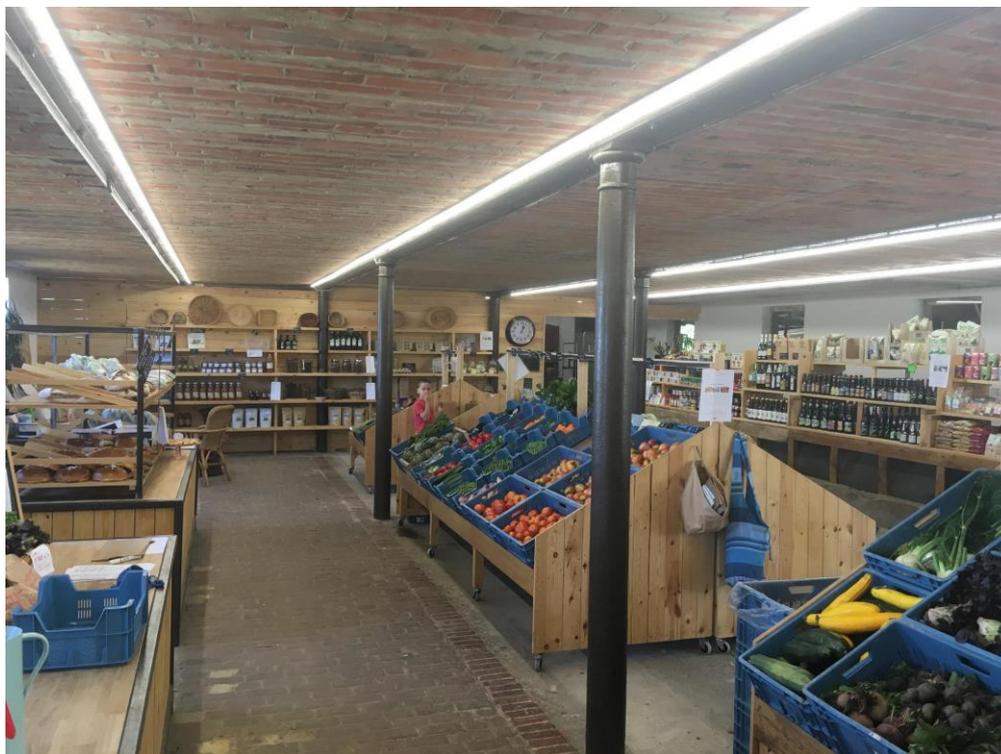


## « Quelle agriculture pour demain ? » Consommateurs et agriculteurs se mettent à table



© Coopérative La Botte Paysanne

Mars 2020

Renato Pinto<sup>1</sup> et Hélène Capocci<sup>2</sup>

# Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

<sup>1</sup> Coordinateur d'Entraide et Fraternité dans le Hainaut.

<sup>2</sup> Chargée de recherche et de plaidoyer chez Entraide et Fraternité.

*D'un côté, des agriculteurs bio, reconvertis ou débutants – ces derniers souvent néoruraux, aussi appelés « NIMAculteurs » pour non issus du monde agricole. Ils peinent à atteindre la rentabilité, à écouler leurs produits à un prix rémunérateur pour eux et accessible pour les clients. De l'autre côté, des agriculteurs conventionnels, souvent conscients des problèmes écologiques que pose le système agro-alimentaire, mais soumis notamment aux pressions d'un marché (boursier) qui fixe les prix et de leur banquier chez qui ils se sont endettés, souvent lourdement, pour acquérir des terres ou mettre leur exploitation aux normes. En face : des consommateurs de plus en plus consomm'acteurs, qui veulent à la fois manger plus sainement et soutenir une agriculture paysanne écologique et locale qui respecte l'humain et la nature. C'est ce triple constat qui a amené Entraide et Fraternité à organiser<sup>3</sup>, avec l'aide précieuse d'une bénévoles, du Mouvement d'action paysanne et d'un agriculteur affilié à la Fédération wallonne de l'agriculture, un événement public pour mettre en débat cette question centrale : « Quelle agriculture pour demain ? ».*

En janvier 2020, les supermarchés Intermarché étaient en rupture de stock de produits du géant mondial du soda Coca-Cola. En cause ? La chaîne de distribution française refusait toute la gamme de produits que la multinationale voulait lui imposer pour leur contrat de 2020. Ce refus s'expliquait par une volonté de s'adapter à la demande des consommateurs : **l'attrait pour les produits Coca-Cola est en baisse**. Intermarché souhaite donc s'ouvrir à d'autres fournisseurs offrant des produits plus sains, moins sucrés, moins nuisibles à l'environnement ou produits localement<sup>4</sup>. En février 2020, l'absence de produits Coca-Cola se remarquait aussi dans les rayons de Colruyt. S'agissait-il d'un bras de fer similaire, **révélateur du changement de cap dans les aspirations des consommateurs** demandeurs d'un autre système alimentaire ?

Cette brève d'actualité a alimenté des discussions à la coopérative de producteurs locaux La Botte Paysanne<sup>5</sup>, dans le Hainaut : elle illustre le poids de l'industrie agroalimentaire face à laquelle on se sent bien petit lorsqu'on veut produire une alimentation de qualité, dans une ferme à taille humaine. **En Belgique, 68% des exploitations agricoles ont disparu en 30 ans**. On constate que cette évolution se fait au détriment des petites fermes : soumises à des pressions trop fortes, elles sont rachetées par des grandes exploitations<sup>6</sup>. En réaction, une part croissante des consommateurs et consommatrices se tournent vers les producteurs de leur région afin de soutenir



*Les producteurs de La Botte Paysanne ont accueilli la rencontre citoyenne ce 15 février à Sivry. © La Botte Paysanne*

<sup>3</sup> Le samedi 15 février 2020 à Sivry.

<sup>4</sup> Cette explication est réfutée par Coca-Cola. Source : [https://www.rtb.be/info/societe/detail\\_c-est-la-guerre-entre-intermarche-et-coca-cola-les-sodas-disparaissent-des-rayons?id=10404299](https://www.rtb.be/info/societe/detail_c-est-la-guerre-entre-intermarche-et-coca-cola-les-sodas-disparaissent-des-rayons?id=10404299)

<sup>5</sup> <https://www.labottepaysanne.be/>

<sup>6</sup> <https://www.fian.be/L-acces-au-foncier-agricole-doit-imperativement-evoluer>

une agriculture locale et écologique et de manger plus sainement.

## Une démarche propice à la solidarité et à la réflexion critique

Depuis 2016, plusieurs activités ont été organisées à l'initiative du groupe de bénévoles de Beaumont accompagné par Entraide et Fraternité sur le thème « Quelle Terre pour nos enfants ? », avec le souci d'aborder parallèlement les questions sociales et environnementales. Table-ronde politique, conférences-débats, animation dans un centre d'insertion socioprofessionnelle, balade solidaire ont jalonné ces dernières années. Des rencontres Nord-Sud ont également été organisées sur le thème de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire dans le cadre des campagnes d'Entraide et Fraternité, permettant des échanges entre une partenaire venue de Madagascar et des agriculteurs de la Botte du Hainaut.

Consciente des difficultés rencontrées par le secteur agricole belge, l'équipe de bénévoles a ainsi souhaité poursuivre sa réflexion, tant au sein du groupe de volontaires qu'avec le grand public, en ciblant plus particulièrement la question de l'agriculture, enjeu clef sur le plan social et écologique. L'événement « Quelle agriculture pour demain ? » était donc conçu en continuité de cette démarche.

Dès l'amorce, la volonté a été double. D'une part, permettre à des citoyens et des agriculteurs de se rencontrer autour des enjeux de l'agriculture d'aujourd'hui et de demain, au Sud et au Nord. D'autre part, favoriser un dialogue et une réflexion critique mais non polarisante sur l'agriculture telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui et le sera demain, au Nord et au Sud. Cette proposition a reçu un accueil chaleureux, puisque plus d'une trentaine de



*Agriculteurs – bio ou non -, coopérateurs et citoyens en débat autour de la production alimentaire. © La Botte Paysanne*

personnes aux profils variés se sont réunies afin de partager les réflexions et les témoignages, poser des questions, et imaginer ensemble l'avenir de l'agriculture : des agriculteurs et éleveurs, femmes et hommes, en fin de carrière ou des jeunes en reprise de ferme (en agriculture « bio », « conventionnelle » ou en agriculture « raisonnée »); des producteurs et coopérateurs de La Botte Paysanne, et des bénévoles d'Entraide et Fraternité. Trois tables thématiques étaient proposées afin d'envisager la question sous divers aspects : **le revenu des agriculteurs, l'accès au métier pour**

**les jeunes<sup>7</sup> et les modèles agricoles.**

<sup>7</sup> Voir l'étude d'Entraide et Fraternité « Cultive-toi un avenir ! Jeunesse et transitions agricoles en Belgique, reconstruire un tissu paysan ? », mars 2019, disponible sur <https://www.entraide.be/cultive-toi-un-avenir>

## Des modèles agricoles diversifiés mais un double constat commun

Le manque de renouvellement de l'agriculture est criant : seulement 20% des agriculteurs wallons de plus de 50 ans déclarent avoir un successeur, et seulement 3% des agriculteurs recommandent leur métier. Et pour cause... Selon une enquête de 2016, 40% des agriculteurs belges gagnent moins de 1000€/mois, bien qu'ils travaillent en moyenne 68 heures par semaine<sup>8</sup>. Cette situation s'explique notamment des **prix du marché agricole** trop bas suite à une libéralisation accrue au cours des dernières décennies et des **exigences réglementaires** en hausse et en changement constant. Entrent aussi en ligne de compte le **prix du foncier**, qui a triplé en dix ans, le **taux d'endettement** des agriculteurs qui a triplé en 30 ans dans la course à l'agrandissement et à la mécanisation, et les **aléas climatiques** qui se révèlent de plus en plus imprévisibles dans un contexte de réchauffement global de la température (sécheresses, gel, grêle, excès de précipitations, etc.) et qui ont un impact direct sur les revenus des agriculteurs.

Ce contexte était bien connu par les participants à l'événement de Sivry. La table se focalisant sur la question du revenu des agriculteurs lançait la discussion sur la base de deux expériences d'agricultrices très différentes : l'une, Catherine, ayant repris avec son compagnon une ferme alliant élevage de moutons, culture et transformation de fruits en bio sur 21 hectares. Ils sont tous deux non issus du milieu agricole (NIMAculteurs) et conservent un emploi à mi-temps à l'extérieur de la ferme. L'autre, Anne, fille d'agriculteur, cultive avec son mari plus de 100 hectares de grandes cultures (céréales, pommes de terre, betteraves, lin...) en « agriculture conventionnelle » tout en se montrant ouverte et à l'écoute des préoccupations environnementales grandissantes. Si ces deux réalités diffèrent sous de multiples aspects, elles se rejoignent pour dresser un double constat : **le système actuel ne favorise pas une agriculture familiale respectueuse de l'humain et de la nature, et vivre dignement de son métier d'agriculteur est aujourd'hui difficile pour de nombreux agriculteurs et agricultrices.**

Une mise en parallèle des expériences partagées lors de l'atelier permet de donner chair aux situations critiques que rencontrent les agriculteurs belges, de mieux percevoir le besoin de régulation économique, mais aussi de mieux comprendre les complémentarités des modèles pour assurer à long terme la viabilité de notre système agro-alimentaire.

## Des primes devenues indispensables<sup>9</sup>

*« Les revenus annuels de notre activité agricole se partagent entre environ 11 000€ de primes liées à notre label bio, et 11 000€ des ventes de nos colis de viandes, confitures et miel. Ça revient à une marge bénéficiaire de 6 000€ par an qu'on réinvestit entièrement dans*

---

<sup>8</sup> <https://trends.levif.be/economie/entreprises/combien-gagne-un-agriculteur-en-belgique/article-normal-518947.html>

<sup>9</sup> Pour plus d'informations, voir l'enquête « Course aux primes, de la ferme à la firme » dans le 1<sup>er</sup> numéro de la revue *Tchak, la nouvelle revue paysanne et citoyenne qui tranche*, février 2020 : <https://tchak.be/index.php/2020/03/02/agriculture-aides-pac-course-aux-primes-de-la-ferme-a-la-firme/>

notre activité (pour un atelier de transformation aux normes par exemple). Avec ces bénéfiques, on ne s'est jamais payé un salaire. On parvient à rembourser notre prêt pour l'achat de notre outil de production mais notre activité ne nous fait pas vivre : sans nos mi-temps à l'extérieur, ce serait impossible ». Passer à temps plein sur la ferme était un objectif mais il semble irréaliste. Les primes reçues pour cultiver de manière biologique sont indispensables à la survie de la ferme. Dans le même temps, les coûts de certification sont très élevés par rapport à la petite taille de l'exploitation, qui enregistre donc des coûts de production importants avec un cahier des charges exigeant et un lourd travail administratif. Cette expérience suggère que, même avec un soutien via des primes, **le système n'est pas conçu pour permettre la viabilité de petites exploitations biologiques** qui visent la vente directe.

Mais cette dépendance est également une réalité dans un système plus conventionnel. « Les primes représentent environ 20% de notre chiffre d'affaire. On perçoit des primes de la PAC par surface cultivée, mais aussi pour encourager les efforts environnementaux... Mais sans ces primes, on ne pourrait pas couvrir nos frais ». **Le système d'aides vient donc pallier des failles dans le fonctionnement du marché qui ne permet pas aux agriculteurs de vivre de leur métier, tout en orientant le modèle agricole.** Toutefois, entre les réalités du marché, le besoin de rémunération et l'évolution des attentes du consommateur, il n'est pas toujours aisé de trouver sa place en tant que producteur.

### **Les prix : entre fluctuations du marché et recherche d'un prix juste**

En septembre 2019 à Ciney, les agriculteurs se sont mobilisés pour un revenu décent, rassemblant des centaines de **tracteurs** venus de toute la Wallonie et des pays limitrophes. Cette manifestation visait à rappeler que **dix ans après, la crise du lait était toujours une réalité, et qu'elle s'étendait même à d'autres secteurs** agricoles comme la viande bovine, la betterave, denrées pour lesquelles le marché offre des prix trop bas. Cette action appelait à attirer l'attention sur les revenus agricoles en crise, et fédérer les acteurs pour défendre une autre agriculture, qui assure une vie digne aux producteurs.

Pour Anne, inscrite dans le circuit commercial international, la dépendance par rapport au marché est totale : « Nous les agriculteurs, on n'a pas assez de pouvoir de négociation pour déterminer les prix de nos propres productions. C'est le marché qui fixe les prix pour nous. **Quand je me lève, je consulte les cours de la bourse et je vois si c'est intéressant de vendre ou pas.** » Le système agroalimentaire s'est à ce point financiarisé et mondialisé que ce sont aujourd'hui les cours internationaux de la bourse qui conditionnent les revenus des agriculteurs. Ce système favorise par ailleurs **l'émergence de véritables oligopoles agroalimentaires qui en viennent à contrôler le marché et imposer leurs conditions**, renforçant les déséquilibres de pouvoir au long de la chaîne alimentaire. À titre d'exemple, 90% du commerce mondial de céréales sont contrôlés par seulement 4 multinationales. Comme l'affirme le panel d'experts internationaux sur les systèmes alimentaires durables IPES-Food, « la consolidation de l'industrie agroalimentaire a rendu les agriculteurs de plus en plus dépendants d'une poignée de fournisseurs et d'acheteurs, ce qui a encore réduit

*leurs revenus et leur capacité à choisir ce qu'ils veulent cultiver, comment le cultiver et pour qui.»<sup>10</sup>*

Alors que eux seuls fournissent le travail de la terre et sont les garants de la qualité de notre alimentation, les agriculteurs se retrouvent à la merci de la volatilité du marché, sur lequel ils n'ont aucune prise, et des grands acteurs industriels<sup>11</sup>. Or, **ce contexte de concurrence internationale est accentué la multiplication d'accords de commerce** incluant des volets agricoles importants comme le CETA ou l'accord UE-Mercosur. Ces traités accentuent la pression sur les agriculteurs en mettant en concurrence des produits issus de modèles de production très différents, notamment en termes d'utilisation de produits chimiques ou de normes à respecter pour le bien-être animal<sup>12</sup>. Cela constitue donc un risque pour la survie d'une agriculture familiale et respectueuse de l'environnement, et pour la sécurité alimentaire des consommateurs. De plus, cette situation met en évidence une tension majeure à laquelle les agriculteurs sont confrontés : d'une part, la nécessité de rendements importants pour faire face à la concurrence internationale accentuée par les accords commerciaux ; d'autre part, un usage réduit de produit phytosanitaires pour pratiquer une agriculture plus écologique, en accord avec les enjeux climatiques et les attentes d'une part croissante de consommateurs.

Pour Catherine, qui écoule toute sa production en vente directe, la question des prix touche davantage le problème de **l'accessibilité sociale de ses produits**: « *C'est nous qui déterminons nos prix. On a calculé que pour couvrir nos coûts de production, nous devons vendre nos colis de viande à 17€/kg. Mais ça me pose question que ces prix ne soient pas accessibles pour toute une partie de la population* ». **Dans ce contexte, le prix juste pour le producteur ne rencontre pas le prix accessible pour le consommateur issu des classes populaires.** La question de la justice sociale dans le système alimentaire doit donc se poser aussi bien du côté des agriculteurs que des mangeurs.

En définitive, force est aujourd'hui de constater que **la libéralisation ne garantit ni un revenu digne pour les agriculteurs, ni une sécurité alimentaire pour toutes et tous.** Rappelons qu'en 2018, 821 millions de personnes souffraient toujours de la faim à travers le monde, soit une personne sur neuf. Des chiffres qui sont en augmentation depuis 3 ans. Si on laissait le choix aux agriculteurs entre les primes et la stabilité du marché, la réponse serait claire pour Anne : « **On ne veut plus de primes, on veut un marché des prix stables ! L'alimentation est tellement précieuse pour l'humain, pour sa qualité de vie et son environnement que la production agricole devrait être protégée des aléas du marché** ».

## L'amour du métier

Malgré ces difficultés, selon une enquête réalisée en 2016, 9 agriculteurs sur 10 disent aimer leur métier<sup>13</sup>. C'est également ce qui ressortait des tables de discussions à La Botte

---

<sup>10</sup> Rapport « Too big to feed », 2017, disponible sur : [http://www.ipes-food.org/\\_img/upload/files/Concentration\\_FullReport.pdf](http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/Concentration_FullReport.pdf)

<sup>11</sup> Pour plus d'informations sur volatilité des prix agricoles et la spéculation sur les produits alimentaires, voir la note de la coalition contre la faim : <http://www.pfsa.be/spip.php?article1019>

<sup>12</sup> Voir l'analyse d'Entraide et Fraternité « Les dessous de l'accord commercial UE-Mercosur », février 2020 : <https://www.entraide.be/les-dessous-de-l-accord-commercial-ue-mercotur>

<sup>13</sup> [https://trends.levif.be/economie/entreprises/combien-gagne-un-agriculteur-en-belgique/article-normal-518947.html?cookie\\_check=1582627673](https://trends.levif.be/economie/entreprises/combien-gagne-un-agriculteur-en-belgique/article-normal-518947.html?cookie_check=1582627673)

Paysanne : la passion du métier pousse les agriculteurs à persévérer. « **Je ne voudrais pas une autre vie. J'ai fait ce choix et j'aime mon métier** », nous dit Catherine.

Pour sa part, Anne pointe des éléments qui ont également toute leur place dans les discussions sur le métier d'agriculteur : « *On ne vit pas uniquement de son salaire, on vit aussi de la satisfaction de ses clients, du bonheur de faire son métier. On est tout le temps dehors et jamais dans les embouteillages pour aller travailler ! On voit beaucoup nos enfants...* ». Témoin des discussions, Thomas participe à l'événement car il souhaite reprendre l'activité familiale d'élevage de vaches laitières. Bien que le secteur soit en crise, aggravée par la suppression des quotas laitiers, le jeune futur agriculteur est « *mordu par le métier* » et déterminé : « *Je ne me vois pas faire autre chose, et puis il faudra toujours nourrir les gens !* ».

Afin que ce rôle essentiel à la collectivité continue à être rempli par des agriculteurs passionnés et motivés, **il est nécessaire** de faire preuve de solidarité et **que les consommateurs autant que les autorités publiques affirment et concrétisent leur soutien. C'est une responsabilité sociétale.**

### Des pistes pour l'avenir

Si les échanges ont été riches, **diverses pistes** ont également été formulées pour favoriser une agriculture qui fasse bien vivre les campagnes, en prenant soin des ressources et des paysages ruraux, des agriculteurs, et en remplissant les ventres des citoyens d'une alimentation saine ! Citons par exemple :

- Instaurer des **dispositifs d'aide à la consommation** pour l'alimentation locale via des chèques repas ou éco-chèques afin de permettre une meilleure accessibilité sociale et renforcer les liens entre la transition agroécologique et sociale ;
- Poursuivre la **sensibilisation** du consommateur pour faire le lien entre prix juste, revenu décent pour les agriculteurs, et le travail nécessaire pour produire une alimentation de qualité ;
- **Refuser des accords commerciaux de libre échange**, comme l'accord UE-Mercosur, qui favorisent l'importation d'aliments produits dans des conditions sociales et écologiques inacceptables et accentuent la pression sur les agricultures familiales ;
- Envisager le rôle de **l'agriculteur comme un fournisseur de service public** et lui octroyer un revenu des pouvoirs publics à condition de remplir des critères à visée sociale et environnementale ;
- S'opposer à la libéralisation accrue des produits agricoles et **réguler le marché des prix** (par exemple via la mise en place d'un observatoire des prix au niveau européen) et ainsi garantir un prix minimum aux agriculteurs.

Une rencontre comme celle qui a eu lieu à Sivry permet de rendre compte des difficultés réelles dont il est question dans les fermes mais aussi de réfléchir ensemble à un meilleur encadrement de l'activité de production de notre nourriture. Si différents types d'agricultures sont bien sûr amenés à coexister, il est aujourd'hui crucial de ne pas laisser le système alimentaire aux mains d'acteurs incapables d'en assurer la viabilité à long terme. Les secteurs de la transformation et de la distribution alimentaires ne peuvent dicter la composition de nos assiettes en asservissant les agriculteurs. Comme le résume IPES-Food dans son rapport *Too big to feed*, « **Les entreprises dominantes sont devenues trop**

*grandes pour nourrir l'humanité de manière durable, trop grandes pour fonctionner dans des conditions équitables avec les autres acteurs du système alimentaire et trop grandes pour mener les types d'innovation dont nous avons besoin. »*

Comme le préconise la Déclaration de l'ONU sur les droits des paysans<sup>14</sup>, l'orientation des politiques doit promouvoir **une démocratie agroalimentaire** afin que l'agriculture de demain puisse répondre à la fois au défi économique, notamment en assurant un revenu décent aux agriculteurs, et au défi sociétal, en produisant une alimentation saine pour tous et respectueuse de l'environnement. C'est dans cette perspective politique que doit s'envisager la souveraineté alimentaire.

---

<sup>14</sup> Voir l'analyse d'Entraide et Fraternité « La déclaration des droits des paysans et personnes vivant en milieu rural : quelle application en Europe ? », décembre 2019, disponible sur : [https://www.entraide.be/IMG/pdf/16-declaration\\_droits\\_des\\_paysans\\_final.pdf](https://www.entraide.be/IMG/pdf/16-declaration_droits_des_paysans_final.pdf)